

CONSEIL MUNICIPAL DU 5 MAI 2008

L'an deux mil huit, le cinq mai, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie METADIER, Maire.

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Philippe MEREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VEQUAUD, Estelle PATOZ, Michelle GRATADE, Pascal BEAUSSIER, Dominique MACE, Michèle VILLATTE, Fabrice DAVOIGNEAU, Jean-Claude DUPAS, Jérôme TARNIER, Monique GUERY

Absents excusés :

Mesdames Michelle CURNARIE (pouvoir à Sophie METADIER), Marie-Claire BOUIN (pouvoir à Michèle GRATADE), Joël ANTIER (pouvoir à Philippe MEREAU), Frédéric DUPUIS (pouvoir à Yves BANDEVILLE), Olivier PIQUEUX (pouvoir à Fabrice DAVOIGNEAU),

Madame Georgette BARRAULT est élue secrétaire.

Le compte-rendu du dernier Conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

OPERATION DE LOGEMENTS « VAL TOURAINE HABITAT » DANS LES BATIMENTS CONVENTUELS

Madame la Maire explique au Conseil Municipal que la commune a acquis en 2003 les bâtiments conventuels jouxtant la mairie. Par délibération du 20 janvier 2003, il avait été décidé d'y héberger la « cyber-cafet' » gérée par la Fédération départementale Familles Rurales et de réorganiser ultérieurement les salles pour le service de la mairie.

En décembre 2006, le conseil municipal modifie ses projets et confie à l'OPAC la réalisation de deux logements sociaux, sous bail emphytéotique de 45 ans.

L'OPAC obtient le 29 novembre 2007 le permis de construire nécessaire à la réalisation des travaux envisagés et lance à la suite la consultation des entreprises, pour un début de travaux courant 2008.

La nouvelle municipalité, élue en mars 2008 et composée en grande partie de nouveaux élus, effectue en mars et avril 2008 une visite complète des bâtiments communaux, et prend donc connaissance de ce projet.

Or nos orientations générales reposent sur :

- une amélioration du service d'intérêt général rendu aux habitants (bibliothèque, salles pour les jeunes et les anciens, aménagements de terrains de loisirs, de jeux pour les enfants, cheminements piétons, ...)
- la sauvegarde du patrimoine bâti ou naturel (cité médiévale, bâtiments, murs, vallée de l'Indre et coteaux, ...)
- le développement d'une activité touristique en lien direct avec le patrimoine remarquable de la commune et la proximité de la ville de Loches
- une urbanisation cohérente et raisonnée du territoire, avec une production de logements permettant une bonne mixité de la population.

Dans cette optique, il nous apparaît essentiel de conserver la maîtrise des bâtiments conventuels, propriétés de la commune, avec deux orientations possibles : leur aménagement en local d'usage communal (bibliothèque, « local jeunes » par exemple) ou leur utilisation à des fins touristiques (classe patrimoine, restaurant,...) ou pour un autre usage à définir.

Nous sommes conscients que le projet de logements est déjà bien engagé et que cela peut vous poser quelques problèmes. Nous avons parallèlement pris connaissance des plans d'aménagement d'un terrain par Val Touraine Habitat (situé rue de Guigné). Nous pourrions envisager d'y mener une procédure de révision simplifiée du POS pour permettre une extension de la zone constructible (sous réserve de l'accord des services de l'État).

Madame la Maire explique également qu'elle a rencontré Monsieur Desplat de Val Touraine Habitat, et discuté par téléphone avec Monsieur Mispoulet du Conseil Général et Madame Betbede de la DDE.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal décide de ne pas donner suite au programme de logements locatifs prévus par Val Touraine Habitat sur la Place du Maréchal Leclerc. Le Conseil Municipal n'est absolument pas opposé à la réalisation de logements sociaux sur la commune, seul l'emplacement envisagé pose problème.

DENOMINATION DU PARKING DES ECOLES

Madame la Maire rappelle l'article L 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales et propose au Conseil Municipal de dénommer le parking des écoles.

Deux propositions lui ont été soumises :

- Place des Écoles
- Place de la Charbonnerie

Après avoir délibéré et voté :

- | | |
|----------------------------|---------|
| - Place des Écoles | 17 voix |
| - Place de la Charbonnerie | 1 voix |
| - Abstention | 1 |

Le Conseil Municipal décide de nommer cet espace : Place des Écoles

INDEMNITES DE MONSIEUR LE PERCEPTEUR

Vu l'arrêté du 16 décembre 1983 fixant les conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée au Comptable du Trésor

Vu l'arrêté du 16 septembre 1983 prévoyant l'octroi d'une indemnité d'aide à la confection budgétaire Monsieur Yves BANDEVILLE, Adjoint aux Finances propose au Conseil Municipal l'attribution d'une indemnité de conseils et d'aide à Monsieur le Percepteur de Loches.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité moins une voix d'attribuer une indemnité d'aide et de conseils à Monsieur le Percepteur de Loches

COMMISSION D'APPEL D'OFFRE

Cette délibération annule et remplace la délibération du 25 mars 2008

Madame la Maire rappelle au Conseil Municipal les articles L 2121-21-2° et L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'article 22 du Code des Marchés publics relatifs à la composition des commissions communales, plus spécialement la commission d'appel d'offre. Se sont présentés :

Titulaires : Yves BANDEVILLE

Monique GUERY

Pascal BEAUSSIER

Suppléants : Joël ANTIER

Georgette BARRAULT

Olivier PIQUEUX

Après vote à bulletin secret, ont obtenu les voix suivantes :

Titulaires : Yves BANDEVILLE	19
Monique GUERY	19
Pascal BEAUSSIER	19
Suppléants : Joël ANTIER	19
Georgette BARRAULT	18
Olivier PIQUEUX	19

Ont été élus :

Titulaires : Yves BANDEVILLE
Monique GUERY
Pascal BEAUSSIER
Suppléants : Joël ANTIER
Georgette BARRAULT
Olivier PIQUEUX

MISE A L'ETUDE D'UNE Z.P.P.A.U.P.

Mme le Maire souhaite réaliser une étude préalable à l'institution d'une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) sur le territoire de la commune.

Mme le Maire rappelle les éléments suivants :

La commune de Beaulieu-lès-Loches dispose d'un patrimoine historique particulièrement riche et varié qui constitue le fondement de son identité. De longue date, afin de préserver ce patrimoine, de nombreux immeubles ont été protégés au titre des Monuments Historiques (Loi de 1913). Néanmoins, la prise en compte des enjeux patrimoniaux de Beaulieu-lès-Loches nécessite de reconnaître la richesse architecturale des édifices non protégés, de protéger la spécificité de ses murs de clôtures et de conserver ses caractéristiques paysagères.

La ZPPAUP est un outil de protection et de concertation en matière de gestion et de mise en valeur du patrimoine. Elle s'inscrit dans les politiques nationales relatives au développement et à l'aménagement durable de l'espace. Cette mesure de protection contractuelle entre l'État et la commune est une servitude d'utilité publique qui s'impose aux documents d'urbanisme. Elle doit donc à ce titre être annexée au document d'urbanisme en vigueur dans la commune.

La ZPPAUP fixe une "règle du jeu" claire qui comprend à la fois la délimitation d'un périmètre de protection adapté aux enjeux architecturaux, urbains et paysagers et la définition de règles et de recommandations qui serviront de guide à la commune, aux pétitionnaires et à l'Architecte des Bâtiments de France.

Mme le Maire, dans le cadre de la campagne électorale (16 janvier 2008), avait rencontré Mme Madelain-Beau, Architecte Urbaniste en Chef de l'État, chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine, pour aborder la pertinence de la mise en œuvre d'une procédure de ZPPAUP à Beaulieu-lès-Loches.

Après délibération, le Conseil Municipal :

- décide la mise à l'étude de la création d'une Z.P.P.A.U.P. sur la commune
- charge la Maire de faire procéder aux publications réglementaires selon le décret 84-304 du 25.04.84 relatif aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager,
- charge la Maire d'entreprendre la consultation des cabinets d'études susceptibles de réaliser cette étude,
- sollicite des subventions auprès de la Direction régionale des affaires culturelles de la région centre, du Conseil Général et du Conseil Régional
- autorise la Maire à signer toutes les pièces relatives à ce dossier

OCCUPATION DE DOMAINE PUBLIC

Madame la Maire rappelle au Conseil Municipal l'article L 2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques et propose les redevances suivantes :

Marché Mail Saint-Pierre

Par emplacement 1 _ par mois

12 _ par an

Emplacement de taxis

30 _ par an

Commerces ambulants (camions magasins)

1,70 _ le mètre linéaire

Terrasses

2,30 _ le M²

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal donne son accord

CLASSEMENT DES ARCHIVES COMMUNALES

Madame la Maire informe le Conseil Municipal de l'opération menée par la CCLD en partenariat avec l'Association d'insertion ORCHIS sur l'archivage des documents administratifs, engagée depuis le 18 février 2008.

Une assistante de conservation du patrimoine et des bibliothèques a été recrutée depuis cette date et a débuté ses travaux pour le compte de la CCLD.

Le Président de la Communauté de Communes propose un partenariat avec les communes qui le souhaitent pour le classement des archives dans les communes.

Cette opération est subventionnée.

Le Président de la CCLD propose une prestation au temps passé par l'équipe d'archivage sur la base de 1 000 € par mois.

Vu l'article R 1421-7 et le décret 2000-318 du 9 avril 2000 relatif au récolement des archives municipales, Madame la Maire trouvant l'opération très intéressante demande au Conseil Municipal s'il souhaite ou non participer à cette opération d'archivage pour la commune.

Le Conseil Municipal intéressé également décide de faire la demande auprès de la CCLD afin de pouvoir bénéficier de cette opération d'archivage, ceci avec les conditions financières énumérées ci-dessus.

DESIGNATION DU CORRESPONDANT DEFENSE NATIONALE

Madame la Maire rappelle au Conseil Municipal les articles L 2121-21, L 2121-33 et L 5211-7 du code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la désignation de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs et l'obligation pour le Conseil Municipal de désigner un correspondant Défense Nationale, chargé d'informer et de sensibiliser les concitoyens aux questions de défense.

Madame Georgette BARRAULT se présente pour ce poste

Après avoir voté le Conseil Municipal élit Madame Georgette BARRAULT correspondante Défense Nationale à l'unanimité

DESIGNATION DES DELEGUES A LA CCLD

Madame la Maire communique au Conseil Municipal la liste des délégués titulaires et suppléants aux différentes commissions de la CCLD

Commission finances

Titulaire Yves BANDEVILLE, suppléante Sophie METADIER

Commission développement économique

Titulaire Sophie METADIER, suppléant Yves BANDEVILLE

Commission ordures ménagères

Titulaire Philippe MEREAU, suppléante Raymonde VEQUAUD

Commission action sociale

Titulaire Georgette BARRAULT, suppléante Michèle VILLATTE

Commission petite enfance jeunesse

Titulaire Fabrice DAVOIGNEAU, suppléante Sophie METADIER

Commission aménagement de l'espace et développement durable

Titulaire Sophie METADIER, suppléant Frédéric (Jules) DUPUIS

Commission habitat

Titulaire Sophie METADIER, suppléante Michèle GRATADE

Commission tourisme

Titulaire Michelle COURNARIE, suppléante Sophie METADIER

La séance est close à 21H30